

BANQUE DE L'HABITAT DU SÉNÉGAL

BBB/Stable/w-4

ANALYSE
Décembre 2019

Hamza HAJI

hamza.haji@rating-africa.org

+221 33 824 60 14 | + 221 77 392 78 27

Oumar NDIAYE

oumar.ndiaye@rating-africa.org

+221 33 824 60 14 | +221 77 400 42 91

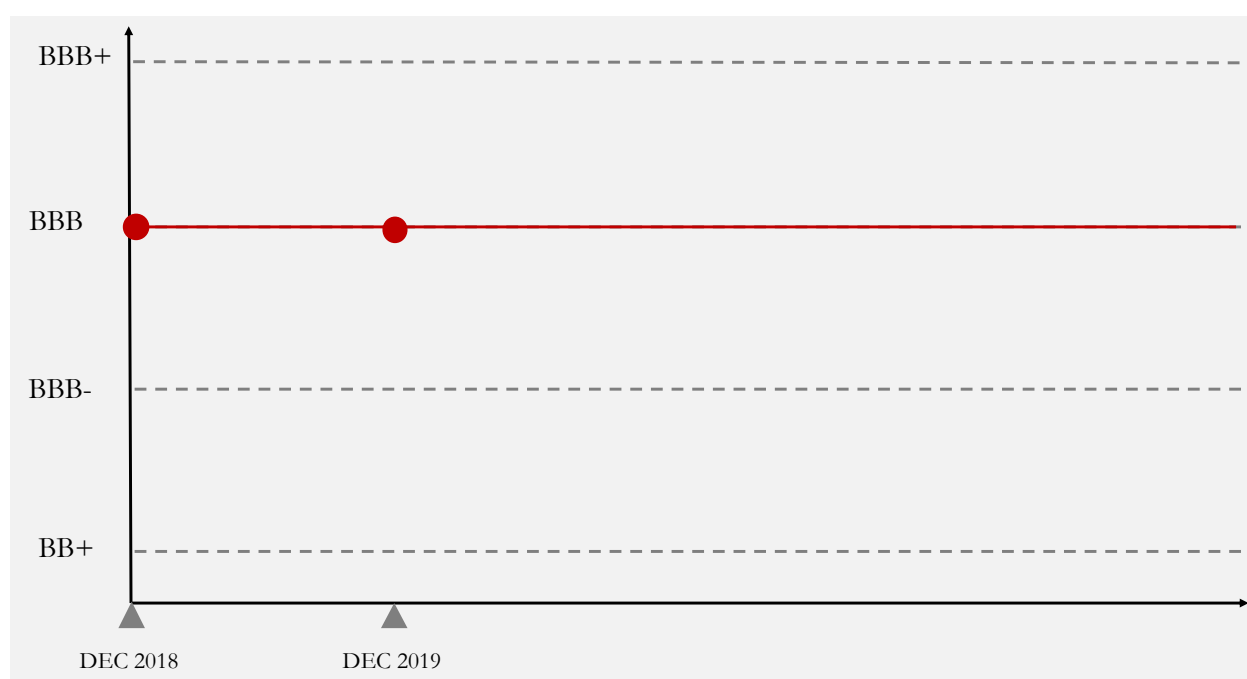
TABLE DES MATIÈRES

NOTATION	3
ÉVOLUTION DE LA NOTE DE LONG TERME	3
RÉSUMÉ	3
Points forts.....	4
Points faibles	5
CARTE DES SCORES	6
PERSPECTIVE	7
FACTEURS DE SUPPORT EXTERNE	8
ANALYSE DES FACTEURS DE NOTATION INTRINSEQUE.....	10
Facteurs environnementaux	10
Environnement macroéconomique	10
Environnement opérationnel.....	12
Environnement règlementaire.....	13
Facteurs qualitatifs	15
Positionnement stratégique.....	15
Gouvernance et gestion des risques	16
Qualité des actifs	17
Facteurs financiers.....	20
Rentabilité	20
Liquidité	21
Capitalisation	22
DONNEES FINANCIERES ET RATIOS	24

NOTATION

Echelle	Régionale	Internationale
Méthodologie	Banque	Banque
Notation de long terme	BBB	iB
Perspective	Stable	Stable
Notation de court terme	w-4	iw-6
Surveillance	Non	Non

ÉVOLUTION DE LA NOTE DE LONG TERME



RÉSUMÉ

- La notation de long terme de la Banque de l'Habitat du Sénégal (BHS) se situe trois crans en-dessous du plafond national sénégalais, c'est-à-dire 'A' en devise régional

WARA a assigné à BHS la notation de long terme de 'BBB' en devise régionale en décembre 2019. Cette notation se situe trois crans en-dessous du plafond national sénégalais, lequel s'établit –selon WARA– à 'A'. La notation de court terme de BHS sur l'échelle régionale de WARA est 'w-4'. La perspective attachée à cette notation est **stable**.

A titre de référence, les notations en devises internationales que WARA assigne à BHS sont : iB/Stable/iw-6.

La notation intrinsèque de BHS, indépendamment de tout facteur de support externe, est de '**BB+**' selon WARA, ce qui équivaut à un score pondéré total de 3,52/6,00 (contre un score 3,61 en décembre 2018 soit une amélioration de 0,09 points) sans qu'aucun ajustement supplémentaire à la carte des scores n'ait été apporté.

La notation de contrepartie à long terme en devise locale de BHS (**BBB**) bénéficie de deux crans de support externe. De fait, BHS peut bénéficier au maximum de 3 crans de support externe. WARA décide néanmoins d'octroyer 2 crans de support externe en raison de la participation minoritaire (17,74%) de l'État du Sénégal dans le capital de la BHS. Le support externe est de nature systémique, eu égard au fait que BHS est considérée par WARA comme une banque publique investie d'une mission d'intérêt général, de service public et de politique économique, à savoir le financement de l'immobilier au niveau national et de l'habitat social en particulier. En cela, l'importance systémique de BHS est élevée, tandis que la propension au support de l'État sénégalais (i.e. sa capacité et sa volonté de soutenir les banques susceptibles de rencontrer des difficultés) est considérée par WARA comme moyenne (voir les détails en pages 8-9).

La notation intrinsèque de BHS (**BB+**) s'appuie essentiellement sur les facteurs suivants :

Points forts

- **BHS exerce une mission d'intérêt public au travers du financement d'habitat social.** En effet, avec plus de 30 ans d'expérience dans le financement immobilier, l'existence d'une base clientèle composée à majorité de fonctionnaires et l'attractivité des taux pratiqués expliquent la mission à vocation sociale assignée par l'État du Sénégal à BHS.
- **Le rôle prépondérant de l'institution dans le financement du secteur de l'immobilier au Sénégal,** avec près de 70% de part de marché en ce qui concerne la mise en place de prêts immobiliers. C'est le résultat d'une expertise technique reconnue dans la mise en place de mécanismes de financement pour l'habitat en Afrique ; et ce depuis près de 40 ans maintenant.
- **BHS affiche un bon niveau de rentabilité grâce notamment à une marge d'intermédiation confortable.** La banque excelle dans l'obtention de ressources peu coûteuses, ce qui lui permet de proposer des taux bas par rapport à la concurrence tout en maintenant une marge d'intermédiation solide.
- **Grâce à un niveau de fonds propres robuste, la banque est conforme aux exigences du régulateur en termes de capital réglementaire.** La banque jouit d'un très bon niveau de levier financier et dispose d'un coussin confortable au regard des exigences réglementaires en matière de solvabilité.

Points faibles

- **La taille réduite du réseau de BHS qui ne couvre pas tout le territoire sénégalais à l'heure actuelle alors que son offre commerciale reste limitée.** L'expansion du réseau à travers l'ouverture de nouveaux points de vente ainsi que la diversification de sa gamme font partie des principaux objectifs du plan d'orientation stratégique 2016-2020, dont WARA suivra la bonne exécution.
- **La qualité du portefeuille de créances de l'institution demeure perfectible.** Cependant, la bonne granularité de ce dernier est un facteur de mitigation important. De plus, la banque dispose de moyens de contrôles qualitatifs à même de réduire le risque de contreparties.
- **Le coefficient d'exploitation de BHS, traduisant l'efficacité opérationnelle de l'institution, est à un niveau insuffisant selon l'échelle de notation de WARA.** Toutefois, WARA impute cette tendance à la stratégie de développement du réseau avec notamment, l'ouverture de nouvelles agences.
- **BHS fait face à un gap de maturité inhérent à son activité ce qui impacte son profil de liquidité.** Cela dit, ce facteur de risque est partiellement mitigé par la forte granularité des dépôts et les efforts consentis par la direction pour accéder à des ressources de moyen/long terme.



W A R A

CARTE DES SCORES

FACTEURS DE NOTATION DES BANQUES			Pondération	Score	Score pondéré
FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX			20%	3,18	0,64
FNI.B1	Environnement macroéconomique	EM	8%	3,25	0,26
	<i>Maturité</i>		2%	4,00	0,08
	<i>Volatilité</i>		2%	2,00	0,04
	<i>Diversité</i>		2%	3,00	0,06
	<i>Soutenabilité</i>		2%	4,00	0,08
FNI.B2	Environnement opérationnel	EO	7%	3,57	0,25
	<i>Gouvernance systémique</i>		3%	3,00	0,09
	<i>Infrastructure</i>		2%	4,00	0,08
	<i>Information</i>		2%	4,00	0,08
FNI.B3	Environnement réglementaire	ER	5%	2,50	0,13
	<i>Réglementation</i>		3%	2,50	0,08
	<i>Supervision</i>		2%	2,50	0,05
FACTEURS QUALITATIFS			50%	3,84	1,92
FNI.B4	Positionnement stratégique	PS	15%	4,47	0,67
	<i>Parts de marché</i>		6%	3,00	0,18
	<i>Diversification opérationnelle</i>		5%	5,00	0,25
	<i>Diversification géographique</i>		4%	6,00	0,24
FNI.B5	Gouvernance et gestion des risques	GR	20%	3,00	0,60
	<i>Gouvernance idiosyncrasique</i>		7%	3,00	0,21
	<i>Gestion des risques</i>		7%	3,00	0,21
	<i>Contrôles</i>		6%	3,00	0,18
FNI.B6	Qualité des actifs	QA	15%	4,33	0,65
	<i>Performance qualitative des portefeuilles</i>		5%	4,00	0,20
	<i>Concentration sectorielle</i>		5%	6,00	0,30
	<i>Concentration des contreparties</i>		5%	3,00	0,15
FACTEURS FINANCIERS			30%	3,20	0,96
FNI.B7	Rentabilité	RE	10%	3,40	0,34
	<i>Rendement net des actifs</i>		6%	3,00	0,18
	<i>Efficacité opérationnelle</i>		4%	4,00	0,16
FNI.B8	Liquidité	LQ	10%	4,00	0,40
	<i>Liquidité des actifs</i>		5%	4,00	0,20
	<i>Refinancement et gestion de la liquidité</i>		5%	4,00	0,20
FNI.B9	Capitalisation	CA	10%	2,20	0,22
	<i>Lever financier</i>		4%	1,00	0,04
	<i>Capital réglementaire</i>		6%	3,00	0,18
SCORE PONDÉRÉ TOTAL					3,52
AJUSTEMENT					0%
SCORE PONDÉRÉ TOTAL AJUSTÉ					3,52
NOTATION INTRINSÈQUE					BB+

SPTA		NI.B
De:	A:	
1.00	1.24	AAA
1.25	1.49	AA+
1.50	1.74	AA
1.75	1.99	AA-
2.00	2.24	A+
2.25	2.49	A
2.50	2.74	A-
2.75	2.99	BBB+
3.00	3.24	BBB
3.25	3.49	BBB-
3.50	3.74	BB+
3.75	3.99	BB
4.00	4.24	BB-
4.25	4.49	B+
4.50	4.74	B
4.75	4.99	B-
5.00	5.24	CCC+
5.25	5.49	CCC
5.50	5.74	CCC-
5.75	5.99	CC/C

+2 crans de support externe

PERSPECTIVE

La perspective attachée à la notation de BHS est **stable**. WARA justifie cette perspective stable par le fait que BHS demeurera un acteur majeur et incontournable dans le financement du secteur de l'immobilier en général et la construction de logements sociaux en particuliers. Avec 38 ans d'expériences et une expertise technique et financière confirmée, BHS a su assoir son succès grâce aux montages adéquats de dossiers de financements en faveur de la promotion immobilière, soutenue par l'existence d'assiettes foncières et la disponibilité (relative) des ressources stables à moyen et long terme. La Banque se prévaut d'une bonne connaissance de sa clientèle essentiellement constituée des fonctionnaires de l'État du Sénégal.

Une amélioration de la notation de BHS est tributaire : i) d'une amélioration de la notation souveraine du Sénégal, ce qui paraît peu probable à court terme compte tenu de son rehaussement très récent ; ii) d'une amélioration significative du contexte macroéconomique et/ou sectoriel sénégalais, ce qui paraît peu probable à moyen terme, mais possible à long terme ; iii) du gain significatif et durable de part de marché au Sénégal, surtout au-delà de son cœur de métier ; iv) du succès de sa stratégie de diversification incrémentale au-delà du seul secteur de l'immobilier, à même de diluer la quantité de ses créances provisionnées ; v) du renforcement de sa rentabilité, subséquent à un double effet volume-marge ; et iv) de sa capacité à relever les défis réglementaires qui se présentent à elle en arrivant sans encombre à se conformer aux nouvelles normes que sont Bâle II/III et le Plan comptable bancaire révisé.

Une détérioration de la notation de BHS serait la conséquence : i) du reflux de l'Etat du Sénégal quant à sa politique de soutien au secteur de l'immobilier en général et la production d'habitats sociaux en particulier, ce qui paraît très peu probable à moyen terme au vu des projets en cours de réalisation; ii) d'une détérioration des résultats de la BHS par une augmentation des défaillances de son portefeuille de clients et/ou par un manque de maîtrise des charges d'exploitation en phase de croissance de l'activité ; iii) de la perte de parts de marché sur son marché local ; ou iv) de difficultés de BHS à se conformer aux nouvelles normes que sont Bâle II/III et le Plan comptable bancaire révisé.

A titre de référence, WARA estime que la probabilité d'occurrence des scénarios favorables est égale à celle des scénarios défavorables à moyen terme, ce qui signifie en d'autres termes que la notation actuelle de BHS contient autant de possibilités de rehaussement que de risques d'abaissement, loin de la contrainte qu'impose le plafond national au Sénégal, que WARA maintient à A.

FACTEURS DE SUPPORT EXTERNE

La notation de contrepartie de BHS bénéficie de 2 crans de support externe. Comme l'indique le tableau ci-dessous, le support externe est de nature systémique, eu égard au fait que BHS est considérée par WARA comme une banque investie d'une mission d'intérêt général, de service public et de politique économique, à savoir le financement de l'immobilier au niveau national et de l'habitat social en particulier. En cela, l'importance systémique de BHS est élevée, tandis que la propension au support de l'Etat sénégalais (i.e. sa capacité et sa volonté de soutenir les banques susceptibles de rencontrer des difficultés) est considérée par WARA comme moyenne. BHS peut donc bénéficier au maximum de 3 crans de support externe. WARA octroie 2 crans de support externe en raison de la participation minoritaire (17,74%) de l'Etat du Sénégal dans le capital de la BHS.

Notation Intrinsèque	NI	BB+
Support parental		
Identité du parent	--	--
NI du parent	NIp	--
Importance Stratégique	I-Strat	--
Facteur de Support Externe - Parental	FSE.P	-
Notation Intrinsèque Ajustée	NIA	BB+
Support systémique		
Importance Systémique nationale	I-Syst nat	Elevée
Propension au Support	PS	Moyenne
Facteur de Support Externe - Systémique national	FSE.Sn	+2
Importance Systémique régionale	I-Syst reg	Faible
Facteur de Support Externe - Systémique régional	FSE.Sr	--
Notation de Contrepartie	NC	BBB
Pour référence: Plafond National		A

Au demeurant, dans le cas de BHS, la matrice de Support Systémique National se présente comme suit, justifiant les 2 crans de support externe :

(Nombre de crans maximaux de Support Systémique National)		PROPENSION AU SUPPORT		
		Elevée	Moyenne	Faible
IMPORTANCE SYSTEMIQUE DE LA BANQUE	Elevée	+4	+3	+2
	Moyenne	+3	+2	+1
	Faible	+2	+1	+0

W A R A

ANALYSE DES FACTEURS DE NOTATION INTRINSEQUE

Facteurs environnementaux

Environnement macroéconomique

- L'environnement macroéconomique est marqué par une tendance de croissance qui repose principalement sur le secteur primaire, une population relativement pauvre, et un déficit de compétitivité
- Il s'agit d'attirer les investissements étrangers indispensables au développement du pays, aujourd'hui tributaire des investissements domestiques

Le Sénégal demeure un pays agricole, peu compétitif mais qui subit des réformes structurelles afin de réaliser pleinement son potentiel dans la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent (PSE). La structure du PIB sénégalais par secteur suggère une tertiarisation avancée de la valeur ajoutée du pays. Ce constat a priori doit être fortement nuancé : i) la part du secteur tertiaire dans la production réelle est surévaluée par l'inclusion de la contribution du secteur public ; ii) une partie importante du PIB tertiaire et secondaire, sans doute plus du tiers, est indirectement liée au monde rural ; et enfin, iii) bien que nominale l'agriculture et la pêche ne représentent que 18% du PIB, le secteur primaire emploie directement et indirectement 64% de la population active et contribue au moins pour la moitié au secteur informel. L'agriculture du Sénégal est caractérisée par la prédominance des cultures commerciales que sont l'arachide, le coton et la canne à sucre. En outre, le mil, le riz, le maïs et le sorgho sont les cultures alimentaires et vivrières, exploitées à plus petite échelle. Cela dit, le Sénégal est un importateur net de produits alimentaires, en particulier le riz, qui représente près de 75% des importations de céréales. Seules 5% des terres sont irriguées, faisant du Sénégal un territoire d'agriculture pluviale de subsistance. De plus, une large partie du Sénégal se trouve sujette à la sécheresse caractéristique de la région du Sahel, avec des précipitations irrégulières, des sols généralement pauvres et des invasions acridiennes récurrentes. Compte tenu de cette structure économique et de la faible productivité du secteur primaire et de ses corollaires agro-industriels et de services liés, la compétitivité hors prix de ce pays est limitée. La parité fixe avec l'euro, une devise forte, ne permet pas non plus au Sénégal de bénéficier d'une compétitivité-prix. Cependant, ces deux dernières années, la croissance économique – au-dessus de 6% - est tirée en partie par le secteur primaire grâce aux bonnes conditions météorologiques, à l'amélioration de l'irrigation et aux efforts des autorités visant à améliorer la qualité des semences. Par ailleurs, l'accélération récente des exportations — qui devraient augmenter (en volume) de 8 % par an au cours des cinq prochaines années — a été tirée par les produits chimiques (en particulier les phosphates) et les produits agricoles (en particulier l'arachide). Malgré cela, le classement du Sénégal au titre de l'indice de compétitivité du Forum Economique Mondial est passé du 92ème rang en 2010 au 112ème en 2018 mais reste le 11ème pays africain sur 35 pays.

La population sénégalaise demeure par conséquent pauvre en moyenne, avec des écarts très prononcés entre le milieu rural, très précaire, et le milieu urbain, qui concentre la totalité de la classe moyenne. Le PIB par habitant n'a franchi la barre symbolique des 1000 USD qu'en 2011, et ne devrait pas s'en éloigner substantiellement avant la fin de la décennie. Cela dit, les indicateurs sociaux du Sénégal sont en général meilleurs que ceux des autres pays de la région, comme en témoigne son indice de développement humain de 0,48, soit 3 points de mieux que son voisin ivoirien (0,45). Comme l'économie sénégalaise est tributaire du secteur primaire, donc des conditions climatiques, la croissance réelle autant que nominale, l'inflation et le marché du travail tendent à être volatiles. Dans ces conditions, les cycles économiques sont difficilement prévisibles, ce qui ne fournit pas suffisamment d'incitations à l'investissement de long terme au sein du secteur privé (dans une certaine mesure, compensés par des programmes d'investissements publics), et rebute le secteur bancaire dans son activité d'intermédiation : au total seuls 19% des Sénégalais ont un compte en banque, et presque la moitié de ces comptes sont considérés comme inactifs. Une autre conséquence de cet état de fait est le manque de compétitivité économique traduit par la faiblesse chronique des investissements directs étrangers vers le Sénégal, eux aussi volatiles et cantonnés à 2,6% du PIB en 2018 grâce aux investissements dans le secteur minier et celui des infrastructures.

La consommation des ménages, traditionnellement un moteur de croissance important dans les pays à taux d'épargne faible, demeure contrainte par le coût de la vie, rédhitoire au Sénégal pour les foyers les plus fragiles, en raison de taux d'inflation élevés dans le passé récent. Cela dit, le niveau de la consommation devrait s'améliorer à moyen terme, et cela pour trois raisons : i) le ralentissement tendanciel de l'inflation, qui restera en principe inférieure à 2% jusqu'en 2020 ; ii) une croissance réelle supérieure à 6%, au moins jusqu'en 2020 ; et iii) des taux d'investissement (publics et privés, domestiques et étrangers) supérieurs à 30% jusqu'en 2019, dynamisés notamment par les flux étrangers en provenance de Chine et d'Europe.

Malgré sa volatilité, la croissance réelle au Sénégal est meilleure que prévue (6,8% en 2017), essentiellement grâce à des réformes structurelles notamment dans le domaine agricole et énergétique. La croissance économique a progressé en moyenne annuelle de 6,5% entre 2014 et 2018 contre 3,5% entre 2011 et 2013. Cette tendance devrait se prolonger, voire se renforcer dans les 3 à 5 ans à venir, grâce à un vaste programme de financement public des projets d'infrastructure du Plan Sénégal Emergent (PSE) par des emprunts sur le marché financier international avec l'émission obligataire de 500 millions d'USD (Eurobond) en 2014 au taux de 8,75% pour une durée de 10 ans et celle plus récente en avril 2017 pour un montant de 1,1 milliards d'USD à un taux plus favorable de 6,25% pour une durée de 16 ans. Les performances macroéconomiques restent bonnes en 2018 avec un taux de croissance du PIB au-dessus de 7% pour la deuxième année consécutive. De surcroît, la consolidation budgétaire continue, améliorant ainsi la structure budgétaire avec une augmentation des dépenses d'investissement du Gouvernement et une stabilité des dépenses courantes. Des efforts ont été menés pour réduire le déficit budgétaire qui passe de 5,5% en 2013 à 3,5% en 2018 avec un objectif de se situer à moins de 3% jusqu'à la fin de la décennie. Le niveau de la dette reste élevé à 65% du PIB même s'il devrait décroître dans les prochaines années à la faveur de la réduction continue du déficit et des perspectives de croissance avec les récentes découvertes

de pétrole. En gros, le Sénégal devra poursuivre les réformes visant à améliorer la résilience de l'économie, la solidité institutionnelle et la transparence. Cela dit, la croissance sénégalaise n'est pas suffisamment riche en emplois : selon les statistiques officielles, le taux de chômage était de 16% en 2018 pour la population de 15 ans et plus.

Environnement opérationnel

- L'environnement opérationnel sénégalais est caractérisé par une stabilité démocratique avérée et la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent (PSE).
- Le PSE commence à porter ses fruits, en contribuant à une croissance supérieure à 7% pour la deuxième année consécutive.
- La découverte de gisements de pétrole et de gaz au large du Sénégal ouvre des opportunités, mais présente des défis.

Le Sénégal a in fine renforcé sa position en tant que l'une des démocraties les plus abouties et les plus stables d'Afrique sub-saharienne. Le Président Macky Sall a été réélu en 2019 pour son second mandat. Pour éviter un risque de paralysie politique et faire avancer les réformes, des efforts doivent être déployés pour forger une coalition pour le changement propre à surmonter les obstacles que constituent les intérêts catégoriels.

La stratégie globale de l'Etat sénégalais pour résoudre la problématique de l'énergie vise à i) accroître la capacité de production, ii) réduire les coûts en diversifiant les sources de production et en améliorant la gouvernance et le cadre réglementaire, iii) renforcer le réseau de distribution, notamment par l'électrification en zone rurale, et iv) améliorer la prestation des services et accroître l'utilisation de sources d'énergie renouvelables. Des progrès ont été accomplis récemment dans tous ces domaines grâce à des investissements tant publics que privés. Depuis 2016, l'offre d'électricité avait été augmenté de 280 MW, dont 14% d'origine solaire produite par le pays. La production continue de s'accroître depuis 2017, les sources d'énergie renouvelables représentant plus d'un tiers de la nouvelle production, l'objectif à long terme étant que 20% de la production totale d'énergie soit d'origine renouvelable. Ainsi, l'Etat a défini et met en œuvre un programme de mix énergétique avec l'injection de plus de 1000 MW dans le réseau électrique à l'horizon 2025. L'industrie et le commerce, en cas de succès de ce programme, devraient considérablement réduire l'écart entre la croissance potentielle et la croissance constatée, à telle enseigne qu'aujourd'hui, le taux d'utilisation des capacités de production reste inférieur à 70%. Améliorer la production d'électricité ainsi que sa fiabilité, et augmenter les capacités de raffinage sont des enjeux cruciaux, mais des processus lents. Enfin, la corruption est encore perçue comme élevée, et la bureaucratie comme contraignante. Avec la baisse du prix du baril de pétrole, les subventions au secteur de l'énergie ont cessé en 2016. Cette manne a servi à financer un programme d'investissement en infrastructures en milieu rural supporté par le PNUD. L'investissement du secteur privé a contribué à porter le taux d'électrification des ménages dans les zones rurales à plus de 30%, même si le coût de l'électricité pour les consommateurs dans les zones difficiles à atteindre, essentiellement les régions rurales pauvres,

est plus élevé que dans les villes. Des mesures sont prises pour répartir équitablement les prix de l'électricité dans l'ensemble du pays par des subventions croisées.

Les projets en cours donnent la priorité au monde rural, plutôt que de surinvestir dans de grands projets iconiques voire somptuaires. Aussi le Sénégal a-t-il reçu l'aval du FMI pour la conduite de son plan de réformes ; Depuis juin 2015, le FMI a autorisé un nouveau programme d'assistance économique sur trois ans, dont les objectifs sont i) l'achèvement d'une croissance durable et inclusive, ii) la stabilité macroéconomique avec une politique fiscale prudente, iii) le renforcement soutenu et la réforme des institutions gouvernementales de l'Etat, et iv) la constitution d'un capital humain fort et d'une protection sociale avérée. La croissance est projetée forte dans le secteur primaire grâce aux bonnes conditions météorologiques, à l'amélioration de l'irrigation et aux efforts des autorités visant à améliorer la qualité des semences. Le phosphate, le raffinage de pétrole et les services de transport connexes devraient aussi alimenter cette croissance.

La découverte de gisements de pétrole et de gaz au large du Sénégal ouvre des opportunités, mais présente des défis. D'après les premières estimations, les réserves de pétrole et de gaz pourraient être importantes. La production de gaz pourrait démarrer dès 2020-21, et celle de pétrole deux années plus tard. En attendant qu'une entreprise internationale réputée fixe un calendrier et des objectifs de production, les recettes de pétrole et de gaz n'ont pas encore été intégrées dans le cadre macroéconomique. Cette découverte est certes susceptible d'avoir un effet positif sur le secteur de l'énergie et sur l'économie en général, mais il sera fondamental de prendre des décisions stratégiques, qui vont de l'opportunité de créer une capacité de raffinage à l'élaboration et l'application du régime fiscal approprié, pour relever les défis que présente la découverte de ressources naturelles.

Environnement réglementaire

- Le marché bancaire régional est convenablement régulé
- C'est un facteur positif de notation

En tant que membre de l'UEMOA, le Sénégal a délégué la régulation de son secteur bancaire à la Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), c'est-à-dire sa réglementation et sa supervision. En ce qui concerne les deux dimensions de la régulation bancaire, WARA estime que le cadre prudentiel applicable en Afrique de l'Ouest est adéquat et suffisant, compte tenu du caractère faiblement complexe des institutions et des produits bancaires dans la sous-région.

La BCEAO a œuvré pour le renforcement de la stabilité du système financier, en particulier avec l'implémentation des dispositions de Bâle II et Bâle III dans l'Union, et ses actions en faveur du renforcement des mécanismes de résolution des crises bancaires et de protection des déposants. Cela s'est traduit par l'adoption d'un nouveau Plan comptable bancaire révisé entré en vigueur le 1er janvier 2018 et d'un nouveau dispositif prudentiel par Décision n° 004-08-2016, entré en vigueur depuis le 01/01/2018.

Liste des normes prudentielles	Niveau à respecter
A. Normes de solvabilité	
Ratio de Fonds propres CET 1	5,625%
Ratio de Fonds propres de base T1	6,625%
Ratio de solvabilité totale	8,625%
B. Norme de division des risques	
Norme de division des risques	65%
C. Ratio de levier	
Ratio de levier	3%
D. Autres normes prudentielles	
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25% du capital de l'entreprise)	25%
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des Fonds propres T1 de l'établissement)	15%
Limite globale des participations dans les entités commerciales (60% des FPE de l'établissement)	60%
Limite sur les immobilisations hors exploitation	15%
Limite sur le total des immobilisations et des participations	100%
Limite sur les prêts aux actionnaire, dirigeants et personnel	20%
Coefficient de liquidité	100%
Limite sur les prêts aux actionnaire, dirigeants et personnel	100%

Ces nouvelles dispositions sont renforcées par de nouvelles circulaires qui entrent en vigueur le 02/07/2018 :

- Circulaire n° 01-2017/CB/C relative à la gouvernance
- Circulaire n° 02-2017/CB/C relative aux conditions d'exercice des fonctions d'administrateurs et de dirigeants
- Circulaire n° 03-2017/CB/C relative au contrôle interne
- Circulaire n° 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques
- Circulaire n° 05-2017/CB/C relative à la gestion de la conformité
- Instruction n° 006-05-2018 fixant les modalités d'application des sanctions pécuniaires en cas de manquement aux dispositions des nouvelles réglementations

Cependant, WARA note que ; i) les banques de la sous-région ne sont pas tenues d'appliquer les normes comptables internationales mais les normes comptables régionales, notamment le Plan comptable bancaire (PCB), applicable depuis l'exercice 2018, ce qui favorise la comparaison intra régionale des bilans, mais rend difficile toute comparaison internationale ; et ii) la quantité d'informations quantitatives et qualitatives publiquement disponibles dans les rapports annuels des banques est insuffisante du point de vue de WARA ; notamment, les informations relatives aux niveaux de concentration sectorielle, géographique et par contrepartie manquent cruellement, ainsi que celles inhérentes aux gaps de maturité et chocs de taux ; les informations qualitatives quant à la qualité des actifs sont souvent inexistantes.

Facteurs qualitatifs

Positionnement stratégique

- BHS est la banque de référence dans le financement du secteur de l'immobilier
- Cela dit, l'institution demeure une banque moyenne en termes de taille de bilan et d'exhaustivité des produits et services proposés
- WARA note que des efforts sont réalisés par la banque pour étendre sa présence géographique ainsi que son offre de produits et services

BHS occupe la position de leader dans le financement de secteur de l'immobilier au Sénégal, avec près de 70% de part de marché en ce qui concerne la mise en place de prêts immobiliers. Cela est destiné à faciliter l'accès à la propriété avec comme principales cibles les résidents sénégalais et la diaspora sénégalaise. En 37 ans d'existence, elle a apporté sa pierre à l'édifice en contribuant à la création de nouveaux quartiers à Dakar comme Grand Médine, Grand Yoff, Ouest-Foire, Aéroport, Golf, etc. Elle a aussi participé au développement des villes de l'intérieur telles que Thiès et Ziguinchor. Cet établissement bancaire a financé sur la période 2000-2003 près de 25 projets de logements pour une valeur globale de 16 milliards de FCFA. Plus de 75% des projets de promoteurs privés sont financés par BHS. Aujourd'hui, BHS est fortement impliquée dans le financement de l'habitat des nouveaux pôles urbains, notamment celui de Diamniadio. Pour les promoteurs privés, les prêts sont plus contraignants, ces derniers ayant l'obligation de présenter un programme de commercialisation très strict (comptant, VEFA ou financement bancaire). A l'opposé, les entreprises immobilières publiques bénéficiant de l'appui financier de BHS obtiennent des prêts à des taux préférentiels pouvant s'étaler jusqu'à 10 ans. Un avantage de taille qui permet de proposer des modalités de paiement assouplies comme la location-vente ou le crédit direct. Sa connaissance du marché, son expérience et son savoir-faire sont donc les principaux atouts de BHS pour développer son portefeuille de crédits immobiliers.

Cependant, sur le marché bancaire sénégalais, BHS reste une banque de taille moyenne. Sur les 25 banques présentes au Sénégal, BHS revendique une part de marché de 5,2% en termes de taille de bilan, ce qui lui permet de se classer dans le top 10, à la 7^{ème} place plus exactement. Le marché est dominé par les filiales de grands groupes Marocains (CBAO) et Français (SGBGS) qui se partagent à eux deux plus du quart du marché.

	Banque	Actif (mds FCFA)	PDM
1	CBAO	969	13,4%
2	SGBS	930	12,9%
3	ECOBANK SENEGAL	701	9,7%
4	BICIS	464	6,4%
5	BOA SENEGAL	452	6,2%
6	BRM	408	5,6%
7	BHS	377	5,2%
8	BIS	362	5,0%
9	UBA SENEGAL	349	4,8%
10	BANQUE ATLANTIQUE SENEGAL	326	4,5%
Total 25 banques		7 230	100%

BHS a entamé sa stratégie d'expansion de son réseau et de diversification des offres de produits destinés à sa clientèle. En effet, Le développement de son réseau à Dakar et à l'intérieur du Sénégal est l'une de ses priorités. Les objectifs initiaux de densification du réseau à travers la présence dans des zones identifiées sont en cours de réalisation. C'est dans cette optique qu'il a été prévu, par BHS, l'ouverture au minimum de six nouvelles agences à l'horizon 2020. Elle a par ailleurs mis en place un réseau international de collecte d'épargne, couvrant la quasi-totalité des pays d'émigration des sénégalais (France, Italie, Espagne, Etats-Unis, Gabon, Côte-d'Ivoire, etc.). Simultanément, BHS étoffe sa gamme de produits et services pour les particuliers et les entreprises avec comme objectifs : (i) d'être en mesure de proposer tous les produits et services essentiels pour faciliter le quotidien de ces clients et (ii) être un partenaire durable, au-delà de la durée de vie du financement du projet.

Gouvernance et gestion des risques

- La gouvernance de la BHS est saine
- La gestion des risques se renforce peu à peu alors que la mise en conformité réglementaire suit son cours

La gouvernance de BHS est saine. La direction de la banque est très au fait des enjeux du secteur immobilier ainsi que de son financement. L'actionnariat est diversifié, quand bien même l'État du Sénégal demeure le principal actionnaire (non majoritaire toutefois), ce qui contribue à rassurer ses parties prenantes. La composition du Conseil d'Administration, très robuste, reflète bien la diversité des actionnaires de la Banque. Par ailleurs, l'équipe de direction de la banque est riche d'une longue expérience de l'industrie bancaire et peut se prévaloir d'une connaissance très fine, voire intime, de la Banque, la plupart lui ayant offert une part significative de leur carrière professionnelle. En effet, l'équipe de management de BHS est constituée de professionnels très qualifiés, dont la plupart ont rejoint la Banque au cours de la décennie qui a suivi sa constitution en 1980, ce qui leur octroie la légitimité et la crédibilité nécessaires à l'exercice de leurs fonctions et à l'exécution des plans d'orientation

stratégique successifs. En outre, la culture d'entreprise est collaborative et ouverte, ce qui permet un flux d'information transparent et efficace, outre la cohésion naturelle de l'équipe et la complémentarité des expertises. Tous ces éléments sont des facteurs positifs de notation.

La banque a entamé un programme de transformation proactive, formalisé dans son plan d'orientation 2016-2020 dont les objectifs apparaissent, selon WARA, comme clairs, cohérents et accessibles. Ce plan d'orientation doit permettre à l'institution de : (i) renforcer sa position de leader dans son segment de prédilection ; (ii), développer une gamme de produit et service plus complète pour conserver sa clientèle au-delà de la période de financement et (iii) renforcer sa présence géographique pour être toujours plus près des clients et prospects grâce à une stratégie de croissance. En parallèle, la banque travaille aussi sur les autres axes suivants : (iv) la conformité aux nouvelles exigences réglementaires et la gestion holistique des risques ; (v) la transformation digitale des processus, produits et services ; (vi) le renforcement de la performance du système d'information.

La gestion des risques se renforce peu à peu. La mise en conformité avec la nouvelle réglementation suit son cours. Depuis janvier 2018, une nouvelle direction a été créée, celle des Risques et des Engagements, en charge, entre autres, de la gestion du risque de crédit. Bien que WARA considère cette évolution organisationnelle comme positive, une approche holistique des risques est plus efficace : outre la gestion du risque de crédit, les risques de marché, de liquidité et opérationnels devraient aussi intégrer le périmètre exhaustif de la gestion des risques, lequel devrait être distinct de celui des engagements. Dans le cadre de la nouvelle réglementation Bâle 2 et 3, BHS a mis en place une nouvelle Direction du Contrôle Permanent et de la Conformité. En l'occurrence, la gestion du risque de marché devrait être prise en charge par la Direction des Finances et de la Comptabilité. Tandis que les risques opérationnels devraient être suivis par la Direction de la Conformité et du Contrôle Permanent. Cependant en ce qui concerne les risques de marché, les procédures d'organisation et de suivi ne sont pas encore mises en place à l'heure actuelle. Les risques de liquidité sont gérés au quotidien par le Département de la Trésorerie rattachée à la Direction Financière et Comptable qui, en fonction de la nature des besoins, peut recourir au marché monétaire, au marché interbancaire ou solliciter une ligne de financement auprès des bailleurs en fonction des conditions de prêt. Une cartographie des risques est en cours de finalisation de même que la mise à jour des procédures.

Qualité des actifs

- La qualité du portefeuille de créances de BHS est perfectible
- Cependant, la bonne granularité du portefeuille est un facteur mitigé important
- Enfin, la banque dispose de moyens de contrôle qualitatifs permettant de réduire le risque de contrepartie

La qualité du portefeuille de créances de BHS est perfectible. Sur les trois dernières années, le taux moyen de dégradation brut du portefeuille de créances de BHS s'élève à 13,6%, correspondant à un niveau faible selon la grille de notation de WARA. A titre de comparaison,

la moyenne des banques en zone UEMOA est de 13,4% en 2018 (source : rapport annuel 2018 BECEAO). Cependant, WARA précise que la banque, de par sa son activité spécifique, ouvre des comptes débiteurs aux promoteurs : il s'agit de comptes de projet qui enregistrent les différents décomptes du chantier. Le remboursement est assuré par la commercialisation des logements réalisés, une fois le chantier est bouclé et que le certificat d'habitabilité est disponible. Le problème est que d'un point de vue de la régulation bancaire, si aucun mouvement créditeur n'est réalisé dans les 90 jours, ce compte passe automatiquement en « créances en souffrance », bien que cela ne soit pas le cas dans la réalité.

	En millions de FCFA	2016	2017	2018
A	Portefeuille de créances (1)	281 768	300 205	328 417
B	Total Créances en Souffrances (2)	40 971	38 474	43 669
C	Provisions	-21 604	-21 748	-22 457

(1) portefeuille brut avant provisions

(2) y compris créances restructurées

		2016	2017	2018	Moy. 3 ans	Score WARA
D = B/A	Taux de dégradation du Portefeuille de créances (brut)	14,5%	12,8%	13,3%	13,6%	5
E = C/B	Couverture des CS par les provisions	53%	57%	51%	54%	4

Scoring WARA - Qualité des Actifs (de 1 à 6, 1 étant le meilleur score)	1 excellent - très élevé	2 très bon - élevé	3 bon - adéquat	4 insuffisant - vulnérable	5 médiocre - faible	6 défaillant - très faible
Taux de créances en souffrances	inférieur à 2%	entre 2 et 4%	entre 4 et 7%	entre 7 et 13%	entre 13 et 25%	supérieur à 25%
Taux de couverture des créances en souffrance (incluant les couvertures des CDL et CR)	supérieur à 100%	entre 90 et 100%	entre 70 et 90%	entre 45 et 70%	entre 30 et 45%	inférieur à 30%

En revanche, la concentration des contreparties de BHS est faible. C'est un facteur de mitigation important. Les 20 plus grosses contreparties représentent à peine 27% des engagements (crédits+ engagements hors bilan) de la banque au 31 décembre 2018. Mieux, les 50 plus gros clients ne pèsent que 38% du total des engagements, ce qui démontre la bonne granularité du portefeuille de l'institution. Ceci est à mettre en relation avec la nature des contreparties financés par BHS. Le tableau ci-dessous regroupe les créances selon les types de contreparties au 31 décembre 2018. On constate que les particuliers représentent non seulement 57% de portefeuille de crédit, qui est la part la plus importante, mais qu'en plus, cette contrepartie affiche le taux de dégradation le plus bas, ce qui confirme l'opinion de WARA selon laquelle la bonne granularité du portefeuille de créances est un facteur de mitigeant la qualité médiocre de ce dernier.

Créances au 31/12/2018 (en millions de FCFA)	Etat et assimilés	Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages	Sociétés financières	Particuliers	Autres	TOTAL
compte ordinaires débiteurs	6 770	2	23 760	1 376	685	32 593
Prêts à terme		16 411	57 343	175 992	3 668	253 414
Créances en souffrance		1 036	31 348	8 403	1 623	42 410
Total avant provisionnement	6 770	17 449	112 451	185 771	5 976	328 417
Part du portefeuille brut	2%	5%	34%	57%	2%	100%
Taux de dégradation	0,0%	5,9%	27,9%	4,5%	27,2%	N/A
Provisions		-2 167	-16 608	-2 353	-1 329	-22 457
Part du portefeuille net	6 770	15 282	95 843	183 418	4 647	305 960

Enfin, WARA juge que l'exposition au risque de contrepartie est assez bien maîtrisée.

Bien qu'une frange de la clientèle à laquelle s'expose la banque soit par nature assez risquée (promoteurs), une connaissance approfondie du fonctionnement et des besoins de ces clients combinée à la mise en place de solutions adaptées sont une véritable force dans la gestion au quotidien des risques chez BHS. A titre d'exemple, dans le cas d'espèce du secteur de l'immobilier, qui est un des secteurs auxquels la banque est exposée et qui peut présenter un profil de risque important, BHS dispose d'une Direction des Services Techniques chargée de suivre l'évolution des travaux ; ce qui permet i) de constater la bonne réalisation des opérations et ii) d'adapter l'allocation des financements en fonction de cet avancement et ainsi réduire le risque sur la totalité de la créance allouée. De plus la majorité de la clientèle de BHS est composée de fonctionnaires dont la stabilité des revenus est reconnue et qui sont les principaux destinataires des projets d'allocations en habitats sociaux. A cela s'ajoute les garanties hypothécaires qui sont mises en place lors de l'instruction des dossiers de crédits immobiliers, associées à la souscription d'assurances (vie, incendie et perte d'emploi). BHS dispose d'une Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux très réactive qui assure un suivi quotidien et personnalisé des dossiers.

Facteurs financiers

Rentabilité

- BHS affiche un bon niveau de rentabilité grâce notamment à une marge d'intermédiation confortable
- Cependant, l'efficacité opérationnelle reste perfectible.

BHS affiche un bon niveau de rentabilité. En effet, le retour sur actifs (ROA) s'élève en moyenne à 1,7% sur les trois dernières années alors que le retour sur capitaux propres (ROE) affiche une moyenne à 12,8% sur la même période. Ce sont de bons niveaux de rentabilité au regard de la grille de notation de WARA.

	2016	2017	2018	Moy. 3 ans	Score WARA
Retour sur Actifs (ROA)	1,8%	1,8%	1,4%	1,7%	3
Retour sur Fonds Propres (ROE)	12,5%	14,7%	11,1%	12,8%	3

Scoring WARA - Rentabilité (de 1 à 6, 1 étant le meilleur score)	1	2	3	4	5	6
	excellent - très élevé	très bon - élevé	bon - adéquat	insuffisant - vulnérable	médiocre - faible	défaillant - très faible
Rentabilité sur Actifs (ROA)	supérieur à 2,50%	entre 1,90 et 2,50%	entre 1,20 et 1,90%	entre 0,75 et 1,20%	entre 0,30 et 0,75%	inférieur à 0,30%
Rentabilité des Capitaux Propres (ROE)	supérieur à 25%	entre 17 et 25%	entre 10 et 17%	entre 6 et 10%	entre 3 et 6%	inférieur à 3%

La banque excelle dans l'obtention de ressources peu coûteuses, ce qui lui permet de proposer des taux bas par rapport à la concurrence tout en maintenant une marge d'intermédiation solide. Concrètement, les dépôts de la clientèle, la rémunération des plans épargne logement, les conventions signées avec les sociétés de la place pour des dépôts à terme non rémunérés, l'intérêt non perçu servant à bonifier les taux d'intérêts des crédits immobiliers pour les agents de ces sociétés. En outre, BHS diversifie ses sources financements auprès des bailleurs de fonds internationaux qui financent le développement à des taux très bas. Cela se traduit donc par une marge nette (*intérêts perçus/moyenne des actifs à rendement – intérêts payés/moyenne des passifs à rendement*) conséquente, comme le montre le tableau ci-dessous :

	2016	2017	2018	Moy. 3 ans
Marge nette	6,30%	5,78%	6,11%	6,06%

En revanche, le coefficient d'exploitation, traduisant l'efficacité opérationnelle de l'institution, est à un niveau insuffisant selon l'échelle de notation de WARA. Certes, ce ratio s'établit à 58% en moyenne sur les trois dernières années mais l'année 2017 bénéficie d'un produit d'exploitation de nature « exceptionnelle », qui vient booster cette moyenne. Sans ce dernier, la moyenne serait à 66%. D'ailleurs, les niveaux de 2016 et 2018 viennent confirmer le fait que ce ratio se situe plus au-dessus des 60%. **Toutefois, WARA impute cette tendance à la stratégie de développement du réseau avec notamment, l'ouverture de nouvelles agences.** Il appartient désormais à BHS de s'assurer que ce développement se traduise à terme

par une hausse en volume des revenus d'intermédiation et des commissions (principaux composants des revenus d'exploitation).

En millions de FCFA

Total des produits d'exploitation

Total des charges d'exploitation

Coefficient d'exploitation

2016	2017	2018
15 245	26 864	21 424
9 957	12 271	13 223
65%	46%	62%

Moy. 3 ans	Score WARA
58%	4

Scoring WARA - Efficience opérationnelle (de 1 à 6, 1 étant le meilleur score)	1 excellent - très élevé	2 très bon - élevé	3 bon - adéquat	4 insuffisant - vulnérable	5 médiocre - faible	6 défaillant - très faible
Coefficient d'exploitation	inférieur à 40%	entre 40 et 50%	entre 50 et 60%	entre 60 et 75%	entre 75 et 85%	supérieur à 85%

Liquidité

- BHS fait face à un gap de maturité inhérent à son activité et qui impacte son profil de liquidité
- Cela dit, ce risque est partiellement couvert par la recherche de ressources longues et la forte granularité des dépôts

BHS fait face à un gap de maturité inhérent à son métier. L'institution s'efforce de corriger cette situation en recherchant des ressources à moyen et long terme comme en témoigne l'émission obligataire opérée en 2019. En tant que banque spécialisée dans le crédit immobilier, les emplois de BHS sont par définition longs, tandis que les ressources disponibles sur le marché sont souvent courtes ; lorsque leur maturité s'allonge, leur concentration augmente et leur coût s'accroît. La gestion actifs-passifs de BHS, à l'instar de toute banque spécialisée, notamment dans l'habitat et le logement, est un exercice difficile et fastidieux, eu égard à la rareté des ressources longues et bon marché, générant un risque de transformation important. Cependant, WARA note que la banque s'attelle à trouver des ressources longues afin de réduire ce gap de maturité : en plus d'une émission obligataire sur 2019 (diaspora bonds BHS), l'institution est en négociation avancée pour boucler l'obtention de lignes de financements à moyen et long terme auprès de bailleurs et ce, à des coûts intéressants.

A ce stade, le profil de liquidité de la banque est perfectible. Cela dit, ce risque est partiellement mitigé par la très faible concentration des dépôts clients. Tout d'abord, les actifs liquides représentent en moyenne 11% du bilan de la banque depuis 3 ans : c'est un niveau adéquat mais vulnérable au regard de la méthodologie de notation WARA (11% étant la limite du grade d'investissement concernant ce critère). En outre, le ratio actifs liquides/ressources CT s'établit à 15% en moyenne sur la même période, ce qui est très insuffisant. Cela signifie que si des clients étaient amenés à retirer leurs dépôts, les actifs

	2016	2017	2018	Moy 3 ans	Score WARA
Actifs liquides / Actif total	11%	12%	11%	11%	3
Actifs liquides / Ressources CT	16%	16%	14%	15%	6

liquides permettant de couvrir cette sortie de trésorerie seraient insuffisants. Ce facteur de risque est cependant mitigé par le fait que les dépôts de la banque sont très granulaires : les 20 premiers déposants représentent seulement 6,5% du total des dépôts de la banque.

Scoring WARA - Liquidité (de 1 à 6, 1 étant le meilleur score)	1 excellent - très élevé	2 très bon - élevé	3 bon - adéquat	4 insuffisant - vulnérable	5 médiocre - faible	6 défaillant - très faible
Crédits (Brut) / Dépôts clientèle	inférieur à 80%	entre 80 et 100%	entre 100 et 125%	entre 125 et 170%	entre 170 et 200%	supérieur à 200%
Actifs liquides / Actif total	supérieur à 20%	entre 16 et 20%	entre 11 et 16%	entre 8 et 11%	entre 5 et 8%	inférieur à 5%
Actifs liquides (caisse + créances interbancaires + titres) / Ressources CT (Dépôts clientèle + dette interbancaire)	supérieur à 125%	entre 100 et 125%	entre 75 et 100%	entre 55 et 75%	entre 35 et 55%	inférieur à 35%

Enfin, Il convient de souligner qu'au 31 décembre 2018, BHS respecte les normes réglementaires en termes de liquidité. En effet, la banque affiche un coefficient de liquidité de 137%, largement au-dessus des 75% recommandés par le régulateur. Quant au ratio de couverture des emplois MT et LT par les ressources stables, à 67%, il respecte la norme de 50% imposée par les autorités de régulations.

	2016	2017	2018	Norme
Coefficient de liquidité	134%	109%	137%	75%
Couverture des emplois MT et LT par les Ressources Stables	42%	49%	67%	50%

Capitalisation

- Les fonds propres de BHS sont robustes
- La banque est conforme aux exigences du régulateur en termes de capital réglementaire
- C'est donc un facteur positif de notation

Les fonds propres sont robustes. En effet, le levier financier (i.e. le ratio des fonds propres comptables rapportés au total des actifs) s'élève à 13 % en moyenne sur les trois dernières années : il s'agit d'un niveau très élevé selon WARA.

Scoring WARA - Capitalisation (de 1 à 6, 1 étant le meilleur score)	1 excellent - très élevé	2 très bon - élevé	3 bon - adéquat	4 insuffisant - vulnérable	5 médiocre - faible	6 défaillant - très faible
Lever financier (Capitaux propres/Actif total)	supérieur à 9%	entre 7,5 et 9%	entre 6 et 7,5%	entre 4,5 et 6%	entre 3 et 4,5%	inférieur à 3%

Les ratios de fonds propres CET 1 et de solvabilité totale, tels que reportés à la Commission Bancaire, respectent les nouvelles normes réglementaires. En effet, le ratio CET 1 s'établit à 11,41% au 31 décembre 2018, au-dessus de la norme minimale fixée à 6,625%. De même, le ratio de solvabilité totale, toujours à 11,41% reste supérieur aux 8,625% préconisés par le régulateur.



W A R A

DONNEES FINANCIERES ET RATIOS

Les comptes de BHS sont établis selon les normes comptables régionales, dites Plan comptable bancaire de l'UEMOA.

BILAN (en millions de FCFA)	2018	2017	2016	2015	2014
Caisse	1 482	3 641	1 384	1 407	2 500
Créances interbancaires	13 837	12 995	19 540	13 916	16 134
Titres de placement	25 682	26 665	13 503	19 640	33 883
Autres titres					
Créances brutes sur la clientèle	328 417	300 205	281 768	241 972	
Provisions pour créances en souffrance (PCS)	22 457	21 748	21 604	23 131	
Créances nettes sur la clientèle	305 960	278 457	260 163	218 841	198 412
Immobilisations financières	1 485	1 302	1 302	1 352	1 352
Actifs immobilisés corporels et incorporels	15 044	13 197	11 155	10 037	8 530
Autres actifs	15 255	11 074	11 363	13 129	10 136
Total de l'actif (en millions de FCFA)	378 745	347 331	318 410	278 322	270 947
Dépôts de la clientèle	256 296	248 287	219 166	215 423	195 726
Dettes interbancaires	39 655	26 245	3	42	
Emprunts	28 884	23 678	42 887	15 144	16 398
Autres passifs	5 886	5 013	8 018	5 530	5 551
Total du passif, hors dette subordonnée et fonds propres	330 721	303 223	270 074	236 139	217 675
Dette subordonnée					
Intérêts minoritaires					
Provisions pour risques et charges (PRC)	1 132	1 211	1 932	1 572	1 464
Capitaux propres	46 892	42 898	46 404	40 611	51 808
Fonds propres = capitaux propres + minoritaires + PRC	48 024	44 108	48 336	42 183	53 272
Total du passif	378 745	347 331	318 410	278 322	270 947

COMPTE DE RESULTATS (en millions de FCFA)	2018	2017	2016	2015	2014
Intérêts perçus	22 467	19 073	18 106	14 970	12 573
Intérêts payés	(6 924)	(6 790)	(7 439)	(5 897)	(4 321)
Marge d'intérêts	15 542	12 283	10 667	9 073	8 252
Produit net des opérations de change	10	6	34	325	239
Produit net des titres de placement	1 638	1 838	846	1 552	2 465
Commissions nettes	3 804	2 964	3 599	2 730	3 149
Autres produits d'exploitation nets	429	9 774	99	155	165
Total des produits d'exploitation, hors marge d'intérêt	5 882	14 581	4 578	4 762	6 018
Total des produits d'exploitation	21 424	26 864	15 245	13 835	14 270
Charges de personnel	(6 354)	(5 615)	(5 484)	(4 507)	(4 220)
Autres charges d'exploitation	(4 883)	(4 837)	(3 870)	(3 367)	(3 192)
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	(1 985)	(1 818)	(603)	(591)	(618)
Total des charges d'exploitation	(13 223)	(12 271)	(9 957)	(8 465)	(8 030)
Produit pré-provisions (PPP)	8 202	14 593	5 288	5 370	6 240
Dotations aux provisions pour créances en souffrance (DPCS), nettes	(1 057)	(6 816)	1 168	(13 458)	(60)
Résultat non courant, net	70	119	(658)	96	390
Résultat avant impôt sur le bénéfice	7 215	7 896	5 798	(7 992)	6 570
Impôt sur le bénéfice	(1 990)	(1 588)	(5)	(5)	(1 520)
Résultat net	5 225	6 308	5 793	(7 997)	5 050

TAUX DE CROISSANCE DU BILAN (%)	2018	2017	2016	2015	2014
Caisse	-59,30	163,07	-1,63	-43,72	52,91
Créances interbancaires	6,47	-33,49	40,41	-13,75	30,42
Titres de placement	-3,69	97,47	-31,25	-42,04	-17,78
Autres titres	--	--	--	--	--
Créances brutes sur la clientèle	9,40	6,54	16,45	--	--
Provisions pour créances en souffrance (PCS)	3,26	0,66	-6,60	--	--
Créances nettes sur la clientèle	9,88	7,03	18,88	10,30	9,52
Immobilisations financières	14,08	-0,00	-3,70	0,00	0,00
Actifs immobilisés corporels et incorporels	14,00	18,31	11,14	17,67	58,88
Autres actifs	37,75	-2,54	-13,45	29,53	33,54
Total de l'actif (en millions de FCFA)	9,04	9,08	14,40	2,72	8,08
Dépôts de la clientèle	3,23	13,29	1,74	10,06	10,86
Dettes interbancaires	51,10	874 731,32	-92,86	--	--
Emprunts	-32,65	56,35	161,54	-16,66	-9,76
Autres passifs	17,42	-37,48	44,99	-0,38	7,29
Total du passif, hors dette subordonnée et fonds propres	9,07	12,27	14,37	8,48	8,89
Dette subordonnée	--	--	--	--	--
Intérêts minoritaires	--	--	--	--	--
Provisions pour risques et charges (PRC)	-6,50	-37,34	22,90	7,38	13,58
Capitaux propres	9,31	-7,56	14,26	-21,61	4,65
Fonds propres = capitaux propres + minoritaires + PRC	8,88	-8,75	14,59	-20,82	4,87
Total du passif	9,04	9,08	14,40	2,72	8,08

TAUX DE CROISSANCE DU COMPTE DE RESULTATS (%)	2018	2017	2016	2015	2014
Intérêts perçus	17,79	5,34	20,95	19,06	10,86
Intérêts payés	1,97	-8,72	26,15	36,47	5,03
Marge d'intérêts	26,54	15,15	17,57	9,95	14,18
Produit net des opérations de change	54,28	-81,37	-89,54	35,98	--
Produit net des titres de placement	-10,86	117,24	-45,49	-37,04	-22,46
Commissions nettes	28,36	-17,65	31,83	-13,31	2,57
Autres produits d'exploitation nets	-95,61	9 772,25	-36,13	-6,06	7,14
Total des produits d'exploitation, hors marge d'intérêt	-59,66	218,51	-3,86	-20,87	-5,39
Total des produits d'exploitation	-20,25	76,22	10,19	-3,05	5,02
Charges de personnel	13,15	2,40	21,68	6,80	16,32
Autres charges d'exploitation	0,96	24,98	14,94	5,48	15,15
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	9,17	201,55	2,03	-4,37	-4,04
Total des charges d'exploitation	7,76	23,24	17,63	5,42	14,00
Produit pré-provisions (PPP)	-43,80	175,97	-1,53	-13,94	-4,65
Dotations aux provisions pour créances en souffrance (DPCS), nettes	-84,49	-683,55	--	22 330,00	-93,52
Résultat non courant, net	-40,70	--	-785,42	-75,38	--
Résultat avant impôt sur le bénéfice	-8,63	36,19	--	-221,64	18,06
Impôt sur le bénéfice	25,30	31 664,99	0,00	-99,67	62,74
Résultat net	-17,17	8,89	--	-258,36	9,05
Intérêts minoritaires	--	--	--	--	--
Résultat net, part du Groupe	-17,17	8,89	--	-258,36	9,05

WEST AFRICA RATING AGENCY

COMPOSITION DU BILAN (% du total de l'actif)	2018	2017	2016	2015	2014
Caisse	0,39	1,05	0,43	0,51	0,92
Créances interbancaires	3,65	3,74	6,14	5,00	5,95
Titres de placement	6,78	7,68	4,24	7,06	12,51
Autres titres	--	--	--	--	--
Créances brutes sur la clientèle	86,71	86,43	88,49	86,94	--
Provisions pour créances en souffrance (PCS)	-5,93	-6,26	-6,79	-8,31	--
Créances nettes sur la clientèle	80,78	80,17	81,71	78,63	73,23
Immobilisations financières	0,39	0,37	0,41	0,49	0,50
Actifs immobilisés corporels et incorporels	3,97	3,80	3,50	3,61	3,15
Autres actifs	4,03	3,19	3,57	4,72	3,74
Dépôts de la clientèle	67,67	71,48	68,83	77,40	72,24
Dettes interbancaires	10,47	7,56	0,00	0,02	--
Emprunts	7,63	6,82	13,47	5,44	6,05
Autres passifs	1,55	1,44	2,52	1,99	2,05
Total du passif, hors dette subordonnée et fonds propres	87,32	87,30	84,82	84,84	80,34
Dette subordonnée	--	--	--	--	--
Intérêts minoritaires	--	--	--	--	--
Provisions pour risques et charges (PRC)	0,30	0,35	0,61	0,56	0,54
Capitaux propres	12,38	12,35	14,57	14,59	19,12
Fonds propres = capitaux propres + minoritaires + PRC	12,68	12,70	15,18	15,16	19,66

COMPOSITION DU COMPTE DE RESULTATS (% du total des produits)	2018	2017	2016	2015	2014
Intérêts perçus	104,87	71,00	118,77	108,20	88,11
Intérêts payés	-32,32	-25,28	-48,80	-42,62	-30,28
Marge d'intérêts	72,55	45,72	69,97	65,58	57,83
Produit net des opérations de change	0,05	0,02	0,22	2,35	1,67
Produit net des titres de placement	7,65	6,84	5,55	11,22	17,27
Commissions nettes	17,76	11,03	23,61	19,73	22,07
Autres produits d'exploitation nets	2,00	36,38	0,65	1,12	1,16
Total des produits d'exploitation, hors marge d'intérêt	27,45	54,28	30,03	34,42	42,17
Total des produits d'exploitation	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Charges de personnel	-29,66	-20,90	-35,97	-32,58	-29,57
Autres charges d'exploitation	-22,79	-18,00	-25,39	-24,34	-22,37
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	-9,27	-6,77	-3,96	-4,27	-4,33
Total des charges d'exploitation	-61,72	-45,68	-65,31	-61,19	-56,27
Produit pré-provisions (PPP)	38,28	54,32	34,69	38,81	43,73
Dotations aux provisions pour créances en souffrance (DPCS), nettes	-4,93	-25,37	7,66	-97,28	-0,42
Résultat non courant, net	0,33	0,44	-4,32	0,69	2,73
Résultat avant impôt sur le bénéfice	33,68	29,39	38,03	-57,77	46,04
Impôt sur le bénéfice	-9,29	-5,91	-0,03	-0,04	-10,65
Résultat net	24,39	23,48	38,00	-57,80	35,39
Intérêts minoritaires	--	--	--	--	--
Résultat net, part du Groupe	24,39	23,48	38,00	-57,80	35,39

RATIOS	2018	2017	2016	2015	2014
Rentabilité					
Retour sur actifs moyens (%)	1,38	1,82	1,82	-2,87	1,86
Retour sur capitaux propres - fin de période (%)	11,14	14,70	12,48	-19,69	9,75
Retour sur fonds propres "Tier 1" (%)	11,14	14,70	12,48	-19,69	9,75
Intérêts payés / Intérêts perçus (%)	30,82	35,60	41,09	39,39	34,37
Marge nette (%) ³	6,30	5,78	6,11	9,09	23,34
Marge relative d'intérêts (%) ⁴	4,39	3,75	3,61	5,57	15,93
Produits d'exploitation, hors marge / Total des produits d'exploitation (%)	27,45	54,28	30,03	34,42	42,17
Impôt sur le bénéfice / Résultat avant impôt (%)	27,58	20,11	0,09	-0,06	23,14
Coefficient d'exploitation (%) ⁵	61,72	45,68	65,31	61,19	56,27
Charges de personnel / Total des produits d'exploitation (%)	29,66	20,90	35,97	32,58	29,57
Charges de personnel / Total des charges d'exploitation (%)	48,05	45,76	55,08	53,24	52,55
Liquidité					
Créances nettes sur la clientèle / Dépôts de la clientèle (%)	119,4	112,2	118,7	101,6	101,4
Créances nettes sur la clientèle / Total des dépôts ⁶	103,4	101,4	118,7	101,6	101,4
Créances nettes sur la clientèle / Actif (%)	80,8	80,2	81,7	78,6	73,2
Actifs liquides ⁷ / Actif (%)	10,8	12,5	10,8	12,6	19,4
Dépôts de la clientèle / Total des dépôts (%)	86,6	90,4	100,0	100,0	100,0
Dépôts de la clientèle / Capitaux propres (x)	5,5	5,8	4,7	5,3	3,8
Créances interbancaires / Dettes interbancaires (%)	34,9	49,5	651333,3	331333,3	N/A
Capitalisation					
Levier financier = Capitaux propres / Actifs (%)	12,38	12,35	14,57	14,59	19,12
Fonds propres / Actifs (%)	12,68	12,70	15,18	15,16	19,66
Capitaux propres / Fonds propres (%)	97,64	97,26	96,00	96,27	97,25
Qualité d'actifs					
Créances en souffrance (CS) / Créances brutes sur la clientèles (%)	13,30	12,82	14,54	19,20	N.D
PCS / Créances brutes sur la clientèles (%)	6,84	7,24	7,67	9,56	N.D
Couverture des CS par les provisions = PCS/CS (%)	51,43	56,53	52,73	49,79	N.D
Dotations aux PCS / PPP (%)	12,89	46,71	-22,09	250,61	N.D
Dotations aux PCS / Créances brutes sur la clientèle (%)	0,32	2,27	-0,41	5,56	N.D
PPP / Créances nettes sur la clientèle (%)	2,68	5,24	2,03	2,45	N.D
Capitaux propres / Créances nettes sur la clientèle (%)	15,33	15,41	17,84	18,56	N.D

Notes:

1. Actifs à rendements = Créances interbancaires + Titres + Créances sur la clientèle

2. Passifs à rendements = Dépôts de la clientèle + Dettes interbancaires + Emprunts + Dette subordonnée

3. Marge nette = Intérêts perçus / Moyenne des actifs à rendements - Intérêts payés / Moyenne des passifs à rendements

4. Marge relative d'intérêts = Marge d'intérêts / Moyenne des actifs à rendements

5. Coefficient d'exploitation = Charges d'exploitation / Produits d'exploitation

6. Total des dépôts = Dépôts de la clientèle + Dettes interbancaires

7. Actifs liquides = Caisse + Créances interbancaires + Titres



© 2019 Emerging Markets Rating (EMR) & West Africa Rating Agency (WARA). Tous droits réservés. WARA est une Agence de Notation de l'UEMOA agréée par le CREPMF.

La notation de crédit est une opinion sur la capacité et la volonté d'un émetteur à faire face au remboursement de ses obligations financières, et non une quelconque appréciation de la valeur des actions de cet émetteur. Il est rappelé qu'il peut être risqué pour un investisseur de fonder sa décision d'investissement sur la seule notation de crédit.

La compréhension des méthodologies et échelles propres à WARA est essentielle pour mesurer la portée des opinions présentées dans les rapports. Il est vivement recommandé aux lecteurs des rapports de se rapprocher de WARA aux fins d'en obtenir copie.

Toutes les informations contenues dans nos rapports ont été obtenues à partir de sources considérées comme fiables. Cependant, étant donné la possibilité d'erreurs humaines ou d'autres aléas, toute information est présentée « en l'état » et sans aucune garantie que ce soit. WARA met tous les moyens à sa disposition pour vérifier la qualité de l'information utilisée pour délivrer une notation. WARA n'étant pas un réviseur de comptes, aucune garantie d'exhaustivité ne peut être fournie. En aucun cas WARA ne pourrait être tenu responsable et redevable à une personne ou une entité pour une quelconque perte réalisée suite à l'émission d'un de ses rapports ; chaque utilisateur de nos rapports est pleinement responsable de l'interprétation qu'il fera des opinions présentées. Ce rapport ne constitue en aucun cas un conseil de vendre, garder ou acheter un quelconque titre de créance.